COUR DE CIRCUIT

**Droit municipal. — Pénalité. — Personne qui vote à une
élection municipale sans y avoir droit.**

TROIS-RIVIERES, 24 juin 1910.

CANNON, J.

GENEST *vs* DESHAIES.

JUGÉ.—Si une personne, qui vote à une élection municipale sans y avoir droit, croit, de bonne foi, avoir ce droit, elle n'encourt pas la pénalité décrétée par l'art. 316 du Code municipal.

Code municipal, article 316.

Trois actions, pour pénalité, basées sur l'article 316 du Code municipal, ont été intentées, par le demandeur en cette cause, contre trois personnes différentes. Les faits sont les mêmes dans les trois causes. Le demandeur accuse ces trois personnes d'avoir voté, sans y avoir droit, à une élection municipale, qui a eu lieu les 10 et 11 janvier 1910, dans le village de Villers. Le nom de chacune de ces personnes apparaissait au rôle d'évaluation comme propriétaire respectif, d'un terrain d'une valeur suffisante pour les qualifier comme électeurs municipaux.

Les défendeurs ont plaidé: qu'ils étaient de bonne foi; qu'ils n'ont pas été requis de prêter serment avant de voter; qu'ils croyaient avoir droit de vote au moment de voter comme ils le croyaient au moment de la production de la défense.